

400 millions d'économie dans les services publics pour payer le non virage fiscal ...

La CGSP s'insurge contre la teneur de l'article relatif aux pistes d'économie envisagées par le gouvernement paru ce mardi dans les colonnes du journal l'Echo.

Ces pistes, notamment en matière de pension, ne tiennent nullement compte des spécificités de certains métiers au sein des services publics et ce, alors que le gouvernement fédéral clame depuis de longs mois que tout devraient se régler au sein de la Commission Nationale des Pensions. Ce Comité National des Pensions sera-t-il un vrai lieu de débat ou un simulacre de concertation ?

La CGSP rappelle que les pensions des services publics se situaient dans la moyenne inférieure au niveau européen et ce, avant les réformes décidées par le gouvernement Michel.

En ce qui concerne le système des congés – maladie, **la CGSP demande fermement** au gouvernement de faire preuve de retenue dans ses propos. En effet chaque absence pour raison médicale doit être justifiée par un certificat médical, le gouvernement prétend-il que le corps médical délivre des certificats de complaisance ?

Il serait opportun pour le gouvernement fédéral de s'attaquer aux causes de cet absentéisme : manque de personnel, manque de moyens, etc.

Le gouvernement fédéral, comme pour les demandeurs d'emploi, s'attaque aux plus fragilisés au lieu de combattre les causes de ces situations.

La volonté du gouvernement fédéral de ne plus remplacer qu'un fonctionnaire sur cinq va amplifier ce phénomène.

Annoncer que les agents comptabilisent les jours de congé-maladie en vue de « bénéficier » d'un départ anticipé à la pension est tout aussi absurde.

La CGSP dénonce les annonces tonitruantes du gouvernement fédéral lorsqu'il s'agit d'harmoniser les conditions de pensions des agents des services publics. Dans le cadre du second pilier de pension qui paiera ? avec quelles garanties ?

Il devrait en priorité se pencher sur les disparités existant entre ses services ou les services des autres niveaux de pouvoir.

Les agents des services publics fédéraux bénéficient-ils tous de chèques-repas ou tout simplement du juste salaire par rapport à la fonction exercée ?

La CGSP revendique le renforcement de la pension légale, en vue d'octroyer à l'ensemble des travailleurs un revenu décent et ce, de manière égalitaire.

La CGSP ne peut souscrire aux pistes envisagées par le gouvernement fédéral qui amèneront un appauvrissement des futurs pensionnés de la fonction publique, une démotivation du personnel et de nouveau un système inégalitaire entre agents des différents services publics.

La CGSP réagira en temps opportun aux attaques ainsi portées contre ses affiliés.